

Plaidoyer pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : le cas des Kurdes

Mesdames, Messieurs, lycéennes, lycéens,

Je me tiens devant vous aujourd'hui pour vous parler d'un pays.

Un pays instable depuis déjà bien longtemps.

Un pays du Moyen-Orient : la Syrie.

La Syrie a toujours été marquée par l'instabilité, qu'elle soit liée à des conflits armés, des guerres civiles ou de religion.

Si vous suivez l'actualité, même de loin, vous savez sûrement que la Syrie est l'une des régions les plus propices à la formation de groupes terroristes islamistes. Leur bastion.

Une région contrôlée.

Mais au sein de ce pays, je souhaite attirer votre attention sur une ethnie en particulier : les Kurdes.

Vous en avez peut-être entendu parler. Sinon, permettez-moi de vous résumer leur situation.

Les Kurdes ont toujours été persécutés par les grands empires de la région, comme l'Empire ottoman.

Ce peuple, qui compte environ 45 millions de personnes, est présent en Syrie, Irak, Turquie, Iran.

Et malgré leur nombre, les Kurdes sont aujourd'hui le plus grand peuple apatride au monde.

Ils ont un rêve : construire un État, fondé sur une démocratie paritaire, où la femme a autant de droit et d'importance que l'homme.

Ce rêve a un nom : le Rojava.

Le Rojava est une région du nord de la Syrie, sous contrôle kurde.

C'est une expérimentation du Kurdistan, un petit Kurdistan syrien.

Mais aujourd'hui, ce rêve est brisé par la Turquie, par son refus, son hostilité et son envie d'annexer ce territoire.

La Turquie frappe, bombarde, attaque, sans raison valable.

Pourquoi ? Parce qu'ils sont kurdes ? Parce qu'ils veulent vivre en paix ?

Non. La Turquie bombarde le Rojava par peur. Par peur du terrorisme. Par peur que les kurdes soient des terroristes.

Alors je vous pose une question :

Le simple fait d'être kurde ferait-il de nous un terroriste ?

Si demain, on disait que tous les Français sont des voleurs, serait-ce fondé ?
Serait-ce juste ?
Évidemment, non.

C'est pourquoi je suis ici pour plaider en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ce droit est un fondement essentiel pour toutes les nations, pour tous les États.
Il signifie que chaque peuple a le droit de choisir librement son statut politique, de décider de son développement économique, social et culturel, sans ingérence extérieure.

Mais alors, dans le cas concret du peuple kurde...

Ce droit est-il respecté ?

Encore une fois, non.

Le Rojava n'a pas le droit d'exister, selon la Turquie.

La fin du régime de Bachar al-Assad aurait pu marquer un tournant pour la région.

Mais elle a laissé place à une instabilité encore plus grande.

Le pouvoir actuel, est lui-même source de peur, d'incertitude, et pourrait conduire à une nouvelle guerre civile.

Dans ce chaos, le Rojava apparaît comme une alternative, une lueur d'espoir.

C'est un symbole de résilience, de construction, d'émancipation.

Un modèle fragile, mais porteur d'un message fort.

Le Rojava n'est pas parfait. Mais il propose un modèle différent :

Une société fondée sur la démocratie directe, l'émancipation des femmes, et la coopération entre les peuples.

Ce territoire incarne le rêve kurde, mais aussi celui de toute population qui refuse l'oppression.

Comme le disait Malcolm X :

« Le pouvoir aux côtés de la défense de la liberté est plus grand que celui aux côtés de la tyrannie et de l'oppression. »

Et comme la dit Martin Luther King :

« Ce qui m'effraie, ce n'est pas l'oppression des méchants ; c'est l'indifférence des bons. »

Alors je vous pose ces questions :

Sommes-nous prêts à continuer d'être indifférents ?

Sommes-nous prêts à regarder un peuple se faire écraser alors qu'il ne souhaite que vivre libre ?

Pourtant, la Charte des Nations Unies, dans son article 1, paragraphe 2, est très claire :

« Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes. »

Ce droit est universel.

Il n'est pas négociable.

Il ne dépend ni de la richesse, ni de la puissance, ni de la religion.

Il dépend d'un principe simple :

Chaque peuple doit pouvoir choisir son destin.

Alors je vous le demande :

Pourquoi refuse-t-on ce droit aux Kurdes ?

Pourquoi ferme-t-on les yeux sur l'injustice qu'ils subissent ?

Pourquoi la communauté internationale reste-t-elle silencieuse face aux attaques contre le Rojava ?

C'est à nous, citoyens, élèves, jeunes générations, de refuser ce silence.

C'est à nous de nous élever contre cette hypocrisie.

C'est à nous de dire haut et fort que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit être respecté, partout, pour tous.

Aujourd'hui, c'est le peuple kurde.

Mais ce n'est pas le seul peuple, ni la seule région où ce droit est bafoué.

Il existe actuellement 17 territoires non autonomes, soit 1,6 million de personnes qui n'ont pas accès à l'indépendance.

Et cela sans compter les autres territoires qui ne sont pas reconnus officiellement, et que l'on appelle autrement.

Alors, imaginez une seconde :

Et si demain, la France n'était plus considérée comme une nation ?

Si aucun pays ne reconnaissait plus notre droit à exister ?

Si nous perdions la stabilité, la sécurité, le confort que nous avons aujourd'hui ?

Tous les peuples n'ont pas cette chance.

Et justement parce que nous l'avons, nous avons le devoir moral de défendre ceux qui ne l'ont pas.

Appelons les états développer a reconnaître le Rojava, et tout autre état comme un état souverain méritant d'exister et de se développer.

Ensemble

créons un comité de soutien pour tous ces peuples et territoires.

Ne soyons pas de ceux qui se taisent.

Soyons de ceux qui soutiennent.

De ceux qui comprennent.

De ceux qui parlent pour les opprimés.

Soutenir le Rojava, et soutenir tous ces peuples privés de leur droit,

C'est défendre un idéal.

C'est défendre la paix.

C'est défendre la justice.

Je vous remercie de votre attention.